



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 9.10.2024

C(2024) 7100 final

M. Péter Szijjártó
Ministre des Affaires étrangères et du
Commerce extérieur
Ministère des Affaires étrangères et du
Commerce extérieur
Bem rakpart 47.
HU — 1027 Budapest

Objet: Notification 2024/0394/HU

Projet de loi interdisant la production et la mise sur le marché de viande produite en laboratoire (“a laboratóriumi hús”)

Émission d’un avis circonstancié, conformément à l’article 6, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535

Monsieur,

Dans le cadre de la procédure de notification prévue par la directive (UE) 2015/1535¹, les autorités hongroises ont notifié à la Commission, le 10 juillet 2024, le projet de **loi interdisant la production et la mise sur le marché de viande produite en laboratoire (“a laboratóriumi hús”)**, (ci-après le «projet notifié»).

Selon le message de notification, le projet notifié vise à interdire la production et la mise sur le marché de viande produite en laboratoire (“a laboratóriumi hús”) afin de répondre aux préoccupations concernant la protection de la santé humaine et de l’environnement, la production agricole durable et la préservation du mode de vie rural traditionnel.

L’examen du projet notifié a amené la Commission à émettre l’avis circonstancié suivant.

Le paragraphe 1 du projet notifié définit la viande cultivée en laboratoire comme suit:

«Aux fins de la présente loi, on entend par «viande produite en laboratoire» (“a laboratóriumi hús”) un produit isolé ou produit à partir de cellules ou de tissus animaux dans des conditions artificielles à l’extérieur de l’organisme vivant.»

Le paragraphe 2 du projet notifié dispose que:

«À l’exception de l’usage médical et vétérinaire, la production et la mise sur le marché de viande produite en laboratoire (“a laboratóriumi hús”) et de produits contenant de la

¹ Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d’information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l’information (JO L 241 du 17.9.2015, p. 1).

viande produite en laboratoire («a laboratóriumi hús») comme ingrédient sont interdites.»

Le terme «nouvel aliment» est défini à l'article 3, paragraphe 2, point a), du règlement (UE) 2015/2283² en tant que *«toute denrée alimentaire dont la consommation humaine était négligeable au sein de l'Union avant le 15 mai 1997, indépendamment de la date d'adhésion à l'Union des États membres, et qui relève au moins [d'une des catégories énumérées]»*. Les deux conditions doivent être comprises comme cumulatives.

En ce qui concerne les viandes de culture, la catégorie spécifique visée à l'article 3, paragraphe 2, point a) vi), dudit règlement comprend: *«les denrées alimentaires qui se composent, qui sont isolées ou produites à partir de cultures cellulaires ou tissulaires dérivées d'animaux, de végétaux, de micro-organismes, de champignons ou d'algues;»*.

La viande cultivée en laboratoire («a laboratóriumi hús»), telle que définie au paragraphe 1 du projet notifié, satisfait à ces deux conditions cumulatives et doit donc être considérée comme un nouvel aliment.

Conformément au règlement (UE) 2015/2283, tout nouvel aliment est soumis à une procédure d'autorisation préalable à la mise sur le marché, y compris une évaluation de la sécurité par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA). Une fois qu'un nouvel aliment est autorisé, il est inscrit sur la liste de l'Union des nouveaux aliments établie par le règlement d'exécution (UE) 2017/2470 de la Commission³ et le nouvel aliment peut être commercialisé dans l'Union. Aucune autorisation n'ayant encore été accordée pour un produit à base de viande produite en laboratoire («a laboratóriumi hús»), ces produits ne sont donc pas autorisés à être mis sur le marché dans l'Union, conformément à l'article 6 du règlement (UE) 2015/2283. Une interdiction n'est donc pas nécessaire, étant donné que l'interdiction de le commercialiser découle actuellement du droit de l'Union et s'applique à l'ensemble du territoire de l'Union.

Dans ce contexte, la Commission note que l'évaluation scientifique que doit effectuer l'EFSA dans le cadre de la procédure d'autorisation des nouveaux aliments vise à garantir que les aliments destinés à être mis sur le marché de l'UE sont sûrs et ne présentent pas de risque pour la santé humaine.

Une interdiction est donc injustifiée, car elle pourrait anticiper la procédure d'autorisation harmonisée pour les nouveaux aliments au niveau de l'UE, qui comprend une évaluation scientifique par l'EFSA.

Pour les raisons exposées ci-dessus, la Commission émet un avis circonstancié, conformément à l'article 6, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535, selon lequel le paragraphe 2 du projet notifié n'est pas conforme aux dispositions des chapitres II à VI du règlement (UE) 2015/2283 concernant la procédure d'autorisation des nouveaux aliments.

² Règlement (UE) 2015/2283 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif aux nouveaux aliments, modifiant le règlement (UE) n° 1169/2011 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (CE) n° 258/97 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE) n° 1852/2001 de la Commission, JO L 327 du 11.12.2015, p. 1.

³ Règlement d'exécution (UE) 2017/2470 de la Commission du 20 décembre 2017 établissant la liste de l'Union des nouveaux aliments conformément au règlement (UE) 2015/2283 du Parlement européen et du Conseil relatif aux nouveaux aliments, JO L 351, 30.12.2017, p. 72.

Dans ce contexte, la Commission souhaiterait demander aux autorités hongroises de préciser s'il existe actuellement sur le marché hongrois des produits à base de viande cultivée en laboratoire («a laboratóriumi hús») ou si la mesure notifiée a été élaborée pour empêcher leur mise sur le marché hongrois.

La Commission rappelle aux autorités hongroises qu'aux termes de l'article 6, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535, l'émission d'un avis circonstancié oblige l'État membre qui a élaboré le projet de règle technique concerné, à en reporter l'adoption de six mois à compter de la date de sa notification.

Cette période de statu quo prend donc fin le 13 janvier 2025.

La Commission attire en outre l'attention des autorités hongroises sur le fait qu'en vertu de la disposition susmentionnée, l'État membre qui est destinataire d'un avis circonstancié est tenu de présenter à la Commission un rapport sur les mesures qu'il se propose de prendre à la suite de cet avis circonstancié.

Si les autorités hongroises ne respectent pas les obligations prévues par la directive (UE) 2015/1535 ou si le texte du projet de règle technique à l'examen est adopté sans prendre en considération les objections susmentionnées, ou s'il est autrement en violation du droit de l'Union, la Commission peut engager une procédure conformément à l'article 258 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Veuillez agréer, Madame/Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la Commission

Stella Kyriakides
Membre de la Commission